

J'avais préparé avec des représentants des universitaires, des étudiants et des chercheurs d'Orléans les termes de la question d'actualité que j'ai posée ce jeudi à Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

J'ai dit leurs attentes de signes forts et d'actes forts susceptibles de dénouer la grave crise universitaire que nous connaissons et de mettre fin à l'angoisse des étudiants et de leurs familles quant à la validation de l'année universitaire.

Je regrette que Valérie Pécresse n'ait apporté aucune réponse aux quatre questions précises que j'ai posées et se soit contentée de polémiquer à partir d'actes de violence que je condamne évidemment.

Aucune réponse n'a été apportée ni sur la nécessité de retirer des projets de décrets contestés et de « remettre à plat » la formation des enseignants ou le statut des enseignants-chercheurs, ni sur la compensation des suppressions de postes dans l'université et la recherche, ni sur la reconnaissance due aux organismes de recherche comme le CNRS.

Or, il est pour moi évident que seules des réponses sur le fond peuvent mettre fin au profond malaise que connaissent nos universités et à un mouvement qui dure depuis trop longtemps faute, justement, de réponses précises.

Enfin, pour ce qui est des dotations financières de l'Etat à l'Université d'Orléans pour l'année 2009, je rappelle qu'elles augmentent deux fois moins que dans la moyenne des universités françaises. Je rappelle également que l'Université d'Orléans fait partie de celles dont l'augmentation des dotations en matière de crédits dits de sécurité est la plus faible de France.

.